



**Pacte international
relatif aux droits civils
et politiques**

Distr.
GENERALE

CCPR/C/SR.1531
20 novembre 1996

Original : FRANCAIS

COMITE DES DROITS DE L'HOMME

Cinquante-huitième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA PREMIERE PARTIE (PUBLIQUE)*
DE LA 1531ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le lundi 21 octobre 1996, à 10 h 30

Président : M.AGUILAR URBINA

SOMMAIRE

Ouverture de la session

Adoption de l'ordre du jour

Organisation des travaux et questions diverses

* Le compte rendu analytique de la seconde partie (privée) de la séance est publié sous la cote CCPR/C/SR.1531/Add.1.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

GE.96-18622 (F)

La séance est ouverte à 10 h 55.

OUVERTURE DE LA SESSION

1. Le PRESIDENT déclare ouverte la cinquante-huitième session du Comité des droits de l'homme */.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 1 de l'ordre du jour provisoire)
(CCPR/C/118)

2. L'ordre du jour provisoire (CCPR/C/118) est adopté.

ORGANISATION DES TRAVAUX ET QUESTIONS DIVERSES

3. Le PRESIDENT appelle l'attention des membres du Comité sur le projet de programme de travail qui leur est proposé dans un document sans cote distribué en anglais seulement et intitulé "Draft Programme of Work".

4. Le projet de programme de travail est adopté.

5. Le PRESIDENT invite Mme Evatt à présenter oralement son rapport en qualité de présidente-rapporteur du Groupe de travail des communications.

6. Mme EVATT (présidente-rapporteur du Groupe de travail des communications) déclare que le Groupe, comprenant MM. Bán, El Shafei, Mavrommatis, Mme Medina Quiroga et elle-même, a tenu sept séances, au cours desquelles il a adopté sept décisions concernant la recevabilité, deux recommandations visant à déclarer une communication irrecevable et sept recommandations concernant des constatations. Tous ces textes seront distribués aux membres du Comité. Le Groupe de travail a également examiné deux notes émanant de la Mission permanente de la Jamaïque qui ont trait à l'examen, par le Comité, des communications présentées par des personnes détenues dans le quartier des condamnés à mort, en Jamaïque. Le texte des notes ainsi que les suggestions du Groupe de travail s'y rapportant seront distribués aux membres du Comité dans l'après-midi, afin d'être examinés en séance privée. Enfin, Mme Evatt fait observer que l'assistance dont le Groupe de travail a bénéficié était limitée à deux personnes du Secrétariat seulement, Mmes Edelenbos et Morales, qui ont su toutefois le seconder efficacement dans des circonstances difficiles.

7. Le PRESIDENT, en sa qualité de président-rapporteur du Groupe de travail de l'article 40, dont font également partie M. Bhagwati, Lord Colville et M. Francis, déclare que ce groupe a tenu sept séances afin d'établir les listes de points à traiter à l'occasion de l'examen des rapports suivants : quatrième rapport périodique de l'Allemagne, troisième rapport périodique du Danemark, rapport initial du Gabon, rapport spécial du Royaume-Uni concernant Hong-kong et rapport initial de la Suisse. Le Président invite les membres du Comité à examiner la liste des points à traiter à l'occasion de l'examen du troisième rapport périodique du Danemark (CCPR/C/58/L/DEN/2), qui comprend deux parties, elles-mêmes subdivisées en alinéas.

*/ Pour des raisons techniques, la clôture de la cinquante-septième session n'a pu être consignée dans le dernier compte rendu analytique établi pour ladite session (CCPR/C/SR.1530).

Première partieAlinéas a) à j)

8. Les alinéas a) à j) sont adoptés.
9. La première partie de la liste est adoptée.

Deuxième partie

10. M. KLEIN souhaiterait que figure dans cette deuxième partie une question qui se lirait comme suit : "Expériences médicales pratiquées sur des personnes : Fournir, compte tenu de la deuxième phrase de l'article 7 du Pacte, des informations plus détaillées quant à savoir s'il est admissible de pratiquer des expériences sur des personnes qui sont dans l'incapacité de donner leur consentement (par. 40 du rapport)". Il s'agit en particulier des expériences médicales qui pourraient être pratiquées sur des personnes qui n'en comprennent pas les implications, par exemple les personnes atteintes de troubles mentaux. Cette question préoccupe aujourd'hui à bon droit de nombreux pays.

11. Lord COLVILLE fera figurer cette question dans la deuxième partie de la liste des points à traiter concernant le rapport périodique du Danemark.

Alinéas a) à e)

12. Les alinéas a) à e) sont adoptés.

Alinéa f) - Interprétation du Pacte

13. Lord COLVILLE signale que son attention a été appelée sur la question de la publication du Pacte au Groenland et dans les Iles Féroé, mais il ne pense pas qu'il soit nécessaire de modifier pour autant les questions posées dans l'alinéa f).

14. M. POCAR se demande s'il ne conviendrait pas, dans la première question de l'alinéa f), de parler des "autorités locales" au lieu du "gouvernement".

15. M. LALLAH pense que la question vise à savoir de quelle manière le gouvernement est informé à ses différents niveaux de l'interprétation que donne le Comité du Pacte.

16. M. BAHGWATI pense qu'il faudrait parler des "organes appropriés" de l'Etat ou du gouvernement (appropriate authorities of the Government).

17. Mme EVATT est du même avis.

18. M. BUERGENTHAL propose de ne pas employer le mot "views" à la première ligne, dans le texte anglais, pour éviter toute confusion avec les "views" dont il est question à la deuxième ligne, et de se borner à demander comment "l'interprétation que fait le Comité du Pacte, ... est portée à l'attention", etc.

19. M. BHAGWATI souhaiterait que soit mentionnées, toujours dans la première question de l'alinéa f), après les observations générales et les constatations concernant les communications individuelles, les observations finales du Comité, qui constituent parfois également une interprétation du Pacte.

20. L'alinéa f), modifié oralement, est adopté.

Alinéas g) et h)

21. Les alinéas g) et h) sont adoptés.

22. La deuxième partie de la liste, modifiée oralement, est adoptée.

23. La liste des points à traiter à l'occasion du troisième rapport périodique du Danemark (CCPR/C/58/L/DEN/2), modifiée oralement, est adoptée.

24. Le PRESIDENT invite les membres du Comité à examiner la liste des points à traiter à l'occasion de l'examen du rapport spécial du Royaume-Uni concernant Hong-kong (CCPR/C/58/L/HKG/2).

25. M. KRETZMER, constatant que la liste des points recommandée par le Groupe de travail est longue et traite de questions très détaillées, demande si, quand il a sollicité du Royaume-Uni un rapport spécial, le Comité entendait réexaminer un aussi grand nombre de questions ou si au contraire il ne voulait pas se limiter - ce que M. Kretzmer avait cru comprendre - à la question cruciale de la façon dont les autorités chinoises s'acquitteraient des obligations contractées par le Royaume-Uni en matière de présentation des rapports périodiques, à partir de juillet 1997.

26. Le PRESIDENT répond que le Comité avait demandé un bref rapport spécial "sur tout fait nouveau concernant la jouissance des droits de l'homme à Hong-kong, conformément aux recommandations contenues dans les observations du Comité et dans la déclaration faite par son Président au nom du Comité au sujet de la présentation de rapports sur Hong-kong après le changement de souveraineté". Le Comité est donc fondé à revenir sur toutes sortes de questions mais il est effectivement préférable de se limiter à la question fondamentale de savoir ce qu'il adviendra de l'application de l'ordonnance relative à la Déclaration des droits (Bill of Rights Ordinance). Le Comité préférera peut-être débattre en séance privée de l'attitude qu'il entend adopter en ce qui concerne la surveillance de l'application du Pacte par la Chine sur le territoire de Hong-kong.

27. Après un échange de vues auquel prennent part Mme EVATT, M. MAVROMMATIS, M. PRADO VALLEJO, Mme CHANET et M. BHAGWATI, le PRESIDENT indique que l'examen de la liste des points à traiter à l'occasion de l'examen du rapport spécial du Royaume-Uni concernant Hong-kong sera repris plus tard en séance privée.

28. Le PRESIDENT invite les membres du Comité à examiner la liste des points à traiter à l'occasion de l'examen du rapport initial de la Suisse (CCPR/C/58/L/SWI/2), en commençant par la première partie.

29. Les alinéas a), b) et c) de la première partie sont adoptés sans modification.

Alinéa d)

30. M. KLEIN fait observer que le Comité ne peut pas demander au Gouvernement suisse si des mesures concrètes ont été prises pour adapter le Code pénal et le Code militaire aux exigences de l'article 2 - comme il le fait dans la deuxième phrase de l'alinéa d) - puisqu'il est indiqué au paragraphe 380 du rapport de la Suisse (CCPR/C/81/Add.8) que de nouveaux articles du Code pénal et du Code pénal militaire réprimant la discrimination raciale devraient entrer en vigueur au 1er janvier 1995. Le Comité devrait plutôt demander si les nouveaux articles du Code pénal et du Code pénal militaire réprimant la discrimination raciale sont effectivement entrés en vigueur, et dans l'affirmative à quelle date, et l'entrée en vigueur a eu pour résultat d'amener le gouvernement fédéral à retirer sa réserve.

31. La proposition est adoptée.

32. L'alinéa e) est adopté sans modification.

Alinéa f)

33. Mme CHANET souhaiterait qu'en ce qui concerne la protection des enfants le Comité demande quelle est l'évolution du statut des enfants naturels, car l'Etat partie a fait savoir que, dans la perspective de la ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant, des mesures allaient être prises pour rectifier la distorsion existant actuellement entre les enfants nés dans le mariage et les enfants nés hors mariage. Etant donné que le rapport date de 1995, la situation peut avoir changé.

34. La proposition est adoptée.

35. Les alinéas g) et h) sont adoptés sans modification.

Alinéa i)

36. M. PRADO VALLEJO souhaiterait que le Comité demande quel est le nombre annuel de cas de refus du statut de demandeur d'asile.

37. La proposition est adoptée.

38. M. KLEIN voudrait, avant que le Comité n'aborde les questions inscrites dans la deuxième partie de la liste, qu'on ajoute une question concernant la liberté d'expression; il ne sait si elle pourrait figurer dans la première partie ou dans la deuxième partie. Il lui semble que le Comité est fondé à demander des précisions sur les restrictions faites à la liberté d'expression des étrangers, étant donné qu'il est indiqué au paragraphe 369 du rapport (CCPR/C/81/Add.8) que "la liberté d'expression des étrangers" qui ne sont pas au bénéfice d'un permis d'établissement "connaît un type de limitation spécifique".

39. Selon le PRESIDENT, une telle question aurait sa place dans la deuxième partie.

40. La proposition est adoptée.

41. Mme MEDINA QUIROGA, constatant que dans la liste le Comité évoque souvent la différence de traitement des étrangers et des nationaux, se demande s'il n'y a pas lieu de poser une question générale, de façon à permettre aux autorités suisses d'expliquer quels sont les articles du Pacte pour lesquels il existe une différence de traitement.

42. M. BUERGENTHAL approuve la proposition et estime qu'il faudrait revoir l'ordre des questions, de façon que toutes celles qui concernent les étrangers se trouvent regroupées.

43. Le PRESIDENT propose de placer la question générale relative aux différences de traitement entre étrangers et nationaux dans la deuxième partie, après l'alinéa b), et de déplacer la question i) de la première partie (Demandeurs d'asile) pour l'insérer également après l'alinéa b) de la deuxième partie. Il y aurait donc la question générale, puis la question relative aux demandeurs d'asile, et ensuite les questions faisant l'objet des alinéas c) et d).

44. La proposition est adoptée.

45. M. BHAGWATI demande s'il ne faudrait pas parler d'un projet, dont il a entendu parler récemment, qui tendrait à classer les candidats à l'émigration en Suisse en trois grands groupes: le groupe des ressortissants des pays de l'Union européenne et de l'AELE, celui des ressortissants des pays d'Amérique du Nord, d'Australie et de Nouvelle-Zélande, et un troisième, constitué des ressortissants de tous les autres pays. Le Comité pourrait demander confirmation aux représentants de la Suisse, et la question pourrait être placée après la question générale concernant les différences de traitement.

46. La proposition est adoptée.

47. M. POCAR souhaiterait que dans la question générale relative aux différences de traitement le Comité interroge l'Etat partie sur l'application du principe de l'égalité en général, compte tenu de la réserve formulée par la Suisse à l'égard de l'article 26 du Pacte. Il serait utile de connaître toutes les incidences de cette réserve.

48. La proposition est adoptée.

49. L'ensemble de la liste des points à traiter à l'occasion du rapport initial de la Suisse (CCPR/C/58/L/SWI/2), modifiée oralement, est adopté.

50. Le PRESIDENT invite les membres du Comité à examiner la liste des points à traiter à l'occasion de l'examen du rapport initial du Gabon (CCPR/C/58/L/GAB/2), en commençant par la partie I et en procédant alinéa par alinéa.

Partie I

Alinéas a) et b)

51. Les alinéas a) et b) sont adoptés sans modification.

Alinéa c)

52. Mme CHANET propose de modifier le titre de l'alinéa, dans la version française de la liste, qui deviendrait "Transition vers la démocratie" et serait ainsi le pendant exact du titre de la version anglaise.

53. La proposition de Mme Chanet est adoptée.

Alinéa d)

54. Mme CHANET suggère de modifier le titre de l'alinéa, qui manque de clarté.

55. Lord COLVILLE est d'avis qu'il conviendrait de mentionner le ministère de la justice dans le corps de l'alinéa, et non dans son titre. Ainsi, la question porterait sur les fonctions et les pouvoirs, à la fois du ministère des droits de l'homme et du ministère de la justice.

56. Le PRESIDENT propose d'intituler l'alinéa "Organes de protection des droits de l'homme".

57. Les propositions de Lord Colville et du Président sont adoptées.

Alinéa e)

58. M. ANDO propose de replacer la question posée dans cet alinéa e) dans l'alinéa d), et de supprimer ainsi l'actuel alinéa e).

59. La proposition de M. Ando est adoptée.

Alinéa f)

60. Mme EVATT souhaiterait que le Comité demande également quels facteurs entravent la réalisation de l'égalité entre hommes et femmes. Cette question pourrait venir s'insérer entre la première et la deuxième phrase.

61. La modification proposée par Mme Evatt est adoptée.

Alinéas g) et h)

62. Les alinéas g) et h) sont adoptés sans modification.

63. Le PRESIDENT note que le texte ne comporte pas d'alinéa i).

Alinéa j)

64. Mme EVATT relève, à propos de cet alinéa j), que les autorités gabonaises font état, dans le paragraphe 30 du rapport (CCPR/C/31/Add.4), de violations de l'article 7 du Pacte. Il conviendrait de demander à la délégation gabonaise des précisions sur ces violations, et le Comité pourrait ainsi ajouter, dans la deuxième question de l'alinéa j), après les termes "ces violations" le membre de phrase suivant : "notamment celles qui sont mentionnées dans le paragraphe 30 du rapport".

65. La modification proposée par Mme Evatt est adoptée.

Alinéas k), l) et m)

66. Les alinéas k), l) et m) sont adoptés sans modification.

Alinéa n)

67. M. ANDO est d'avis qu'il conviendrait de préciser la nature des dispositions évoquées.

68. Le PRESIDENT appelle l'attention des membres du Comité sur le fait qu'il ne s'agit pas seulement des lois adoptées par le Parlement. En ce sens, on pourrait peut-être, dans la version française, qualifier les dispositions de "juridiques".

69. Lord COLVILLE souscrit pleinement à la remarque du Président et fait observer que la détention au secret relève souvent de règles ou de dispositions autres que des lois proprement dites. En ce sens, il serait judicieux de parler, dans la version anglaise, de "legal provisions".

70. La modification proposée par Lord Colville est adoptée.

Alinéa o)

71. L'alinéa o) est adopté sans modification.

72. La partie I, modifiée oralement, est adoptée.

Partie II

Alinéa a)

73. M. POCAR propose de reformuler la question de façon à demander aux autorités gabonaises de préciser dans quelles conditions, en matière civile, une personne peut être emprisonnée, et quelle est la procédure applicable dans ce type de cas.

74. La proposition de M. Pocar est adoptée.

75. M. EL SHAFEI se demande pourquoi, contrairement à la pratique antérieure, il n'est plus fait mention des articles du Pacte dans l'intitulé des alinéas. Il relève toutefois une exception, à l'alinéa a) de la partie II, et souhaiterait des éclaircissements quant à la nouvelle procédure.

76. Le PRESIDENT rappelle que le Comité a décidé, à sa cinquante-sixième session, de modifier la procédure applicable aux listes de points à traiter à l'occasion de l'examen des rapports des Etats parties. Les changements consistaient, notamment, à indiquer, dans les intitulés, les domaines de préoccupation plutôt que les articles correspondants du Pacte. Les listes de points soumises aujourd'hui à l'examen du Comité reflètent donc la décision qui a été prise.

77. Mme CHANET ne revient pas sur le bien-fondé de cette décision, à laquelle elle souscrit pleinement, mais elle fait observer que M. El Shafei souligne avec raison une incohérence dans la liste des points à traiter concernant le Gabon. La question posée à l'alinéa a) de la partie II est d'ailleurs vraisemblablement sans objet, car la situation évoquée au paragraphe 36 du rapport (CCPR/C/31/Add.4) ne paraît pas relever de l'application de l'article 11 du Pacte. En tout état de cause, le Comité doit veiller à être cohérent, et revoir l'intitulé de la question de façon à l'harmoniser avec les autres titres. Par ailleurs, s'il a décidé de ne pas faire référence aux articles du Pacte dans le titre des questions, le Comité peut - et devrait autant que faire se peut - préciser ailleurs à quels articles précis du Pacte elles renvoient. En conclusion, il conviendrait de reformuler le titre de l'alinéa.

78. La proposition de Mme Chanet est adoptée.

Alinéas b) à k)

79. Les alinéas b) à k) sont adoptés sans modification.

80. Mme EVATT, compte tenu du fait que le rapport initial du Gabon (CCPR/C/31/Add.4) ne donne pratiquement aucun renseignement sur l'application des articles 23 et 24 du Pacte, propose d'ajouter à la liste une question dans laquelle il serait demandé à la délégation gabonaise de fournir des renseignements sur les mesures prises pour assurer l'égalité entre époux et mettre en oeuvre les droits garantis par l'article 24, ainsi que sur les facteurs qui entravent la réalisation de ces droits.

81. La proposition de Mme Evatt est adoptée.

82. La partie II, modifiée oralement, est adoptée.

83. La liste des points à traiter à l'occasion de l'examen du rapport initial du Gabon (CCPR/C/31/Add.4 et HRI/CORE/1/Add.65), modifiée oralement, est adoptée.

84. Le PRESIDENT invite les membres du Comité à examiner la liste des points à traiter à l'occasion de l'examen du quatrième rapport périodique de l'Allemagne (CCPR/C/84/Add.5 - CCPR/C/58/L/GER/2, documents en anglais seulement), en commençant par la première partie et en procédant alinéa par alinéa.

Première partie

Alinéas a) à d)

85. Les alinéas a) à d) sont adoptés sans modification.

Alinéa e)

86. M. LALLAH est d'avis qu'il faudrait supprimer la dernière proposition de la première phrase, qui pourrait paraître naïve.

87. La proposition de M. Lallah est adoptée.

Alinéas f) à j)

88. Les alinéas f) à j) sont adoptés sans modification.

Alinéa k)

89. M. BUERGENTHAL avait proposé, à la réunion du Groupe de travail au cours de laquelle la liste a été rédigée, d'y ajouter une question portant sur un amendement récent de la Constitution allemande relatif aux demandeurs d'asile et une décision de la Cour constitutionnelle fédérale sur le même sujet. Cette question n'a pas été intégrée à l'alinéa k), ce à quoi il faudrait remédier.

90. M. BHAGWATI indique que la question de M. Buergenthal a été omise par inadvertance et qu'il est important de l'incorporer à l'alinéa.

91. La modification proposée par M. Buergenthal est adoptée.

Alinéa l)

92. L'alinéa l) est adopté sans modification.

93. La première partie, modifiée oralement, est adoptée.

Deuxième partie

Alinéas a) à h)

94. Les alinéas a) à h) sont adoptés sans modification.

Alinéa i)

95. M. KRETZMER s'interroge sur la nécessité des questions posées dans cet alinéa.

96. M. BHAGWATI indique qu'elles découlent de la dernière phrase du paragraphe 146 du rapport de l'Allemagne (CCPR/C/84/Add.5).

97. M. KLEIN précise qu'il y a eu deux cas d'interdiction d'un parti politique dans les années 50 mais que, depuis lors, aucun parti politique n'a jamais été déclaré inconstitutionnel.

98. Mme EVATT est d'avis que les questions présentent un intérêt en ce qui concerne les organisations d'extrême droite et néonazies, et elle indique que, si les questions de l'alinéa i) sont maintenues en l'état, elle posera une question orale à la délégation allemande sur les procédures applicables à ce type d'organisation.

99. Le PRESIDENT croit comprendre que dans l'ensemble le Comité est favorable à la suppression de l'alinéa i).

100. Il est décidé de supprimer cet alinéa.

101. La deuxième partie, modifiée oralement, est adoptée.

102. La liste des points à traiter à l'occasion de l'examen du quatrième rapport périodique de l'Allemagne (CCPR/C/84/Add.5 et HRI/CORE/1/Add.75), modifiée oralement, est adoptée.

La première partie (publique) de la séance prend fin à 12 h 25.
